

Comment redynamiser nos centres-villes et nos centres-bourgs ?

Déclaration du groupe CGT-FO

Les mobilités géographiques ne sont ni une nouveauté ni un problème en soit. Elles participent aux dynamiques territoriales et permettent à chaque personne de chercher ailleurs ce qu'elle n'a pas pu trouver sur place. Elles élargissent ainsi le spectre des opportunités auxquelles chacun peut accéder et évitent à des millions de personnes d'enfermer leurs projets de vie dans leur seul environnement de proximité. La mobilité permet donc d'éviter les irréversibilités socio spatiales. Ces dimensions doivent toutefois être pensées dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire qui tienne compte des besoins des citoyens et du droit d'accès aux équipements nécessaires sur l'ensemble du territoire, un droit indissociable du principe d'égalité républicaine qui fonde notre pays. Malheureusement depuis les années 90, l'aménagement du territoire n'est plus une priorité des politiques publiques. La désertification territoriale gagne ainsi de plus en plus de terrain et les habitants doivent soit supporter un environnement qui s'appauvrit de jours en jours en services pourtant nécessaires à la vie (en particulier les services publics), soit partir ailleurs pour retrouver plus de commodités. Les pouvoirs publics doivent donc agir pour inverser cette tendance et revenir à une organisation rééquilibrée du territoire.

Cet avis propose plusieurs pistes qui nous semblent intéressantes et qui doivent en priorité repenser l'aménagement du territoire pour l'adapter aux nouveaux enjeux économiques sociaux et environnementaux. Nous pensons qu'on doit réinterroger les dynamiques territoriales pour mieux cerner leurs évolutions et partir des besoins des habitants pour penser l'action publique. Pour ce faire, les habitants doivent être intégrés dans la réflexion et la conception des dispositifs à mettre en place. Comme le préconise cet avis, il faut aussi favoriser la concertation et la coopération entre les différents services et administrations et ouvrir sur les autres acteurs économiques et sociaux. Ce travail ne peut être fait que si les moyens en termes d'expertise et d'ingénierie sont renforcés. Le groupe FO est donc en total désaccord avec le dispositif VTA, qui ne peut d'ailleurs pas résoudre les difficultés des petites collectivités à monter des projets. Il leur faut de vrais recrutements avec des emplois stables et pérennes et non des étudiants en tant que volontaires territoriaux de l'administration. Les jeunes diplômés doivent pouvoir accéder à autre chose que le volontariat comme seule perspective d'accès au monde du travail. Nous sommes en désaccord également avec la préco 7, car commencer une vie active par des CDD, des emplois précaires n'est pas une perspective à proposer. On ne peut pas non plus proposer aux jeunes d'être dans des incubateurs non pas parce qu'ils sont porteurs de projets d'entreprises mais uniquement pour accéder à des emplois précaires de surcroît.

Il faut revaloriser les territoires et combattre leur désertification en mettant en place les moyens nécessaires, en mettant fin à des politiques publiques qui organisent elles-mêmes la fuite des populations de ces lieux devenus invivables car vidés des services publics et des équipements nécessaires pour satisfaire les besoins les plus élémentaires à la vie. On ne peut pas redonner espoir aux petites collectivités et aux territoires en déclin tout en continuant à fermer des bureaux de poste, des hôpitaux, des écoles, à délocaliser le peu d'activité économiques qui restent dans les alentours et à vouloir tout concentrer dans les grandes métropoles. Il faut revenir à une vraie politique d'aménagement du territoire, remettre les équipements publics au plus proche des lieux de vie et arrêter d'enfermer l'action publique dans une vision de court terme axée essentiellement sur des considérations financières.

Pour le groupe FO, la lutte contre l'isolement territoriale et les inégalités qui en découlent passe aussi par la lutte contre la fracture numérique car chacun doit pouvoir accéder aux nouvelles technologies et aux opportunités que présentent le numérique pour s'insérer dans les transformations économiques en cours. Nous défendons donc la préco 15 pour accélérer le déploiement du très haut débit en zones rurales. Il faut aussi mettre tous les moyens pour relancer ou créer de l'activité économique dans ces territoires. Quand les habitants peuvent vivre de leur travail et accéder aux équipements essentiels, ils seront moins tentés par des départs ailleurs. Ces territoires peuvent même devenir plus attractifs et représenter une alternative pour les personnes qui cherchent à fuir l'oppression de la vie urbaine mais qui ne souhaitent pas se retrouver dans un environnement rural ou dans des bourgs et villages sans commodités essentielles.

Même si le groupe FO a des réserves sur une partie des préconisations, il a voté pour cet avis